

Le plan de prévention pour l'intervention des entreprises extérieures

Après avoir évoqué le protocole de sécurité transport dans la revue de mai, un éclairage sur le plan de prévention issu du décret n°92-158 du 20 février 1992 est proposé, notamment sur le contenu du plan.

Quelques rappels

Ces rappels concernent des aspects souvent oubliés par les entreprises.

Risques d'interférence : risque supplémentaires s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise et s'expliquant par la présence d'installations, de matériels et d'activités de différentes entreprises sur un même lieu de travail.

La charge du plan de prévention : Le plan de prévention doit être établi à l'initiative de l'entreprise d'accueil. Toutes les entreprises doivent néanmoins participer à son élaboration, y compris les sous-traitants.

Un plan de prévention écrit : est obligatoire pour tous travaux dangereux (liste définie par l'arrêté du 19 mars 1993) ou lorsque la durée de l'opération est supérieure à 400 heures sur une période de 12 mois. Pour des raisons évidentes de responsabilité, il est toutefois recommandé de rédiger le plan de prévention quels que soient les travaux ou la durée de l'intervention.

Intervention du CHSCT : les membres du CHSCT de l'entreprise utilisatrice et du ou des entreprises extérieures doivent être informés au minimum trois jours avant l'inspection préalable, de la date des inspections et réunions de coordination.

Intervention de la médecine du travail : lorsqu'il est écrit, le plan de prévention est tenu à la disposition du médecin du travail de l'entreprise utilisatrice et des entreprises extérieures. Ils peuvent échanger tout élément

ayant un rapport avec l'intervention et la santé des salariés. Le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice a la charge, pour le compte de l'entreprise extérieure, des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux.

Objectif du plan de prévention

L'objectif principal est de prévenir les **risques liés à l'interférence entre les activités**, les installations, les matériels des différentes entreprises présentes sur les mêmes lieux de travail. De ce fait, la prévention des risques lors d'opérations de bâtiment ou de génie civil faisant l'objet d'un chantier clos et indépendant n'est pas concernée par le plan de prévention (autre réglementation applicable).

Le contenu du plan de prévention

le plan de prévention doit être établi de façon à pouvoir prévenir les risques liés à une interaction entre les activités, il devra préciser :

- La définition des phases d'activités dangereuses et les moyens de préventions spécifiques correspondants,
- L'adaptation des matériels, les installations et les dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien,
- Les instructions à donner aux salariés,
- L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice,
- Les conditions de la participation des salariés d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité, et, notamment, de l'organisation du commandement.

Pour aider à la réalisation du plan de prévention, la rédaction d'un

document pré-imprimé faisant état des points à contrôler est fortement recommandée. Quelques sociétés proposent également des logiciels pour la rédaction des plans de prévention.

Les points incontournables du plan de prévention :

Description de l'opération :
Lieu d'intervention :
Date de début d'intervention :
Date de fin d'intervention :
Entreprises intervenantes :
Nombre d'intervenants :
Durée des travaux :
Inspection du travail informée le :
Date d'inspection préalable :
Participants :
Description des travaux à effectuer :
Modes opératoires ayant une incidence sur l'hygiène et la sécurité :
Définition des phases d'activités dangereuses, adaptation des matériels et des installations et moyens de prévention spécifiques correspondants
Travaux soumis à surveillance médicale spéciale :
Organisation des secours en cas d'accident, d'incendie :
Numéro d'urgence (pompiers internes et externes, infirmerie, SAMU, ...) :
Locaux ou lieux mis à disposition (sanitaires, vestiaires, restauration, aire de stockage, ...) :
Signature des entreprises :

Peuvent être ajoutées toutes les procédures spécifiques à l'entreprise utilisatrice telles que le permis de fouille par exemple.

Nature des risques	Mesures de prévention	Commentaires	Entreprise responsable
Incendie : Travaux au voisinage de matière inflammable, ...	Eloignement des produits inflammables Mise en place du permis de feu ...		
Electrique : Risque de contact direct ...	Habilitation électrique Consignation de l'installation ...		
Circulation : Engin de levage ...	Habilitation CACES Balisage zone de manœuvre ...		
Bruit : Travaux de meulage ...	Port des protections auditives ...		
...	...		